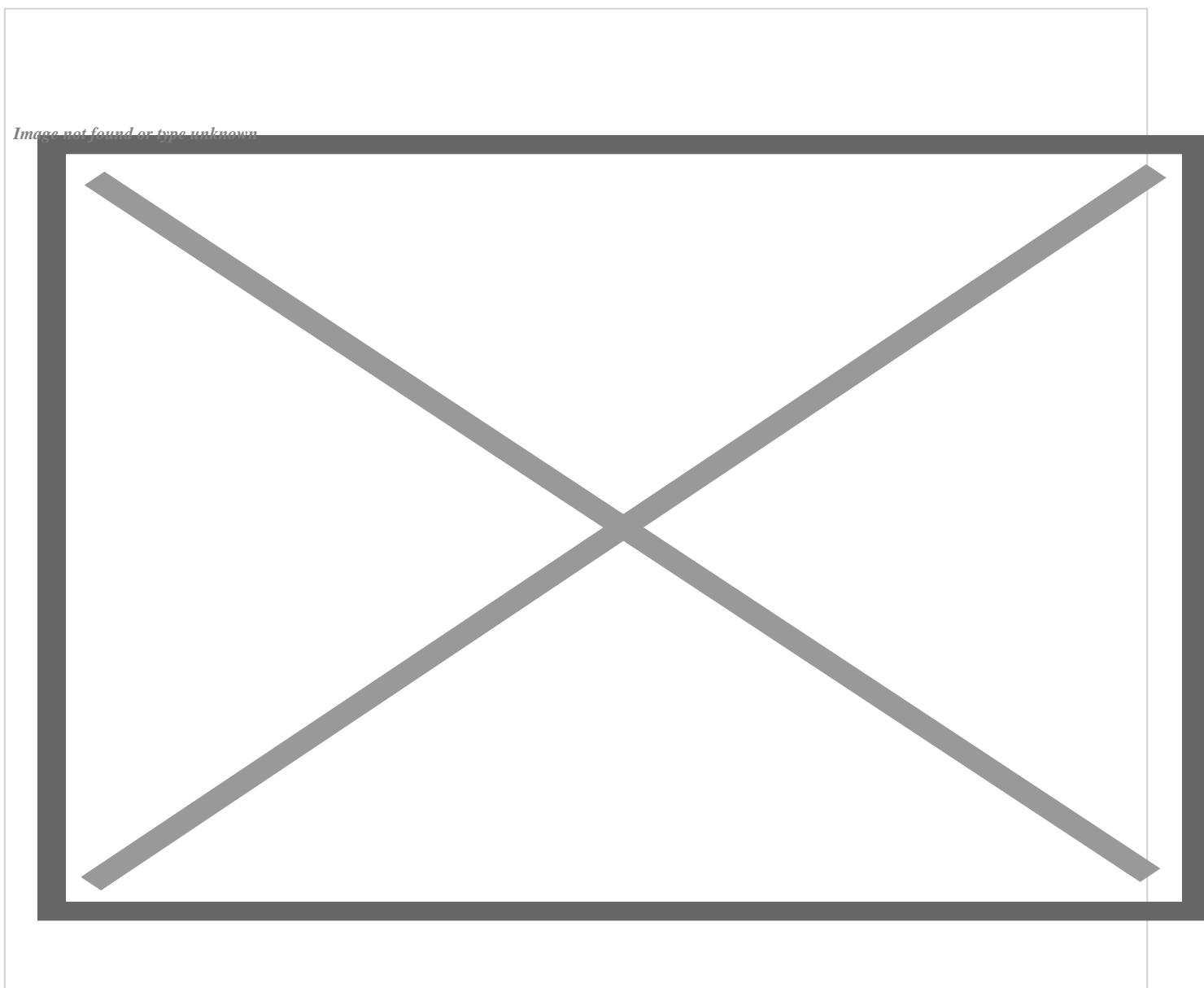


# *Jeu dangereux*

---



Par: Guillermo Alvarado

Le président colombien, Iván Duque, a démontré son ignorance de la réalité existant dans son pays lorsqu'il a donné l'ordre d'utiliser «au maximum ses capacités opérationnelles» aux forces de l'ordre, dans le but de débloquer de nombreuses routes fermées lors des manifestations contre son gouvernement.

Cette disposition équivaut à une tentative insensée d'éteindre le feu en versant de l'essence dessus, et des groupes sociaux, dont l'Organisation nationale autochtone, ONIC, lui en ont fait part.

Une déclaration de l'entité indique que, de toute évidence, cette mesure viole la Constitution de la République, ainsi que les droits fondamentaux à la vie, l'intégrité physique et morale des manifestants, la

liberté de réunion, d'expression et de protestation pacifique.

Précisément, l'usage excessif par l'État de la force, est l'une des raisons qui ont provoqué la radicalisation des manifestations, qui durent déjà 21 jours et qui ont été organisées dans diverses régions de la nation sud-américaine.

Au cours de cette période, plus de deux mille plaintes ont été déposées pour des abus commis par l'armée et la police, en particulier la Brigade Mobile Anti-Emeute, qui a fait 50 morts et 600 blessés, dont beaucoup blessés aux yeux à cause des coups de feu.

Au moins 1 430 personnes ont été arrêtées arbitrairement, 21 femmes ont été victimes de violences sexuelles et plus de 520 manifestants sont portés disparus.

Toute cette brutalité se produit malgré le fait que le 20 septembre 2020, la Cour de Cassation Civile de la Cour Suprême de Justice a garanti le droit de manifester à tous, et l'obligation des autorités de prévenir et de punir les dérapages des forces de l'ordre.

La plupart des excès des forces de l'ordre se sont produits dans la ville de Cali et ses environs où le maire local, Jorge Iván Ospina, a demandé à tous les membres de son cabinet de démissionner immédiatement pour tenter d'apaiser les esprits et, selon lui, de regagner la confiance.

Jusqu'à présent, les tentatives du gouvernement central d'arrêter les manifestations ont échoué. Ces manifestations ont commencé pour protester contre un projet de réforme fiscale qui a d'ailleurs été annulé, et maintenant continuent pour exiger la fin de la répression et même la destitution de Présidente Duque.

Pour l'instant, il est imprévisible de savoir quelle sera la fin de cette période mouvementée que vit la Colombie, un pays où être un leader social et revendiquer des droits fondamentaux, comme la vie, la terre et la tranquillité, est bien plus dangereux que d'être un voleur, un trafiquant de drogue ou un meurtrier.

---

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/257926-jeu-dangereux>



**Radio Habana Cuba**